

Priorités perverses

La mondialisation suscite des subventions « perverses » s'élevant au moins à 200 milliards de dollars. Dix fois plus élevées que les dépenses de protection environnementale, ces subventions portent atteinte aux habitats de biodiversité aussi bien qu'à l'économie. Norman Myers décrit ce paradoxe.

Nous savons depuis plusieurs décennies que la planète entre dans une phase d'extinction massive d'espèces. Depuis, des milliers de scientifiques ont écrit des dizaines de milliers de livres et d'articles à ce sujet, et les acteurs, que ce soit les États, les organismes internationaux ou les ONG, ont consenti des efforts sans précédent pour répondre à la crise. Mais, si les ressources de conservation (compétences scientifiques,

financement, création d'aires protégées et autres mesures...) se sont beaucoup développées, les problèmes se sont aggravés encore davantage, avec le déclin d'habitats aussi importants que les forêts tropicales, à un rythme encore plus accéléré. Les efforts les plus soutenus semblent à peine ralentir la vitesse de l'extinction. Il ne s'agit pas d'une conclusion défaitiste. Elle est, bien au contraire, réaliste, et il est nécessaire de suivre

lucidement la situation. Se demander dans quelle mesure nous faisons mieux qu'auparavant n'est pas la même chose que de se poser la question centrale: « Faisons-nous assez ? »

Avons-nous avancé, dans quelle mesure les efforts en faveur de l'environnement ne sont-ils pas à la hauteur, combien de temps reste-t-il avant que la crise de l'extinction déborde notre capacité de réponse et que les efforts ultérieurs ne soient plus que des



opérations de sauvetage ? Est-il vrai, et dans quelle mesure, que les écologistes ont traité les *symptômes* des problèmes environnementaux, au lieu de s'attaquer à leur *source*, qui comprend notamment ces subsides « pervers », portant atteinte tant à l'environnement qu'à l'économie ? 20 milliards de dollars sont dépensés annuellement pour la protection environnementale, tandis que les subventions perverses contribuent, par inadvertance certes, à détruire les habitats de biodiversité tout en dépensant au moins dix fois plus. Tant que nous ne nous serons pas attaqués aux méga et méta-problèmes des subventions perverses, les écologistes devront faire remonter un rocher de plus en plus grand le long d'une pente de plus en plus raide.

Ceci implique une approche élargie de la protection environnementale. Certes, les défenseurs de l'environnement ont fait beaucoup d'efforts pour sauvegarder la biodiversité et ont acquis des compétences approfondies

en la matière. Ils pourraient toutefois ne pas se borner à chercher des solutions, mais s'attaquer à la source des problèmes ; comment les éliminer avant qu'ils n'aient pris de l'ampleur ? Entre autres, en abordant la question de ces subventions perverses qui

Tant que nous ne nous serons pas attaqués aux méga et méta-problèmes des subventions perverses, les écologistes devront faire remonter un rocher de plus en plus grand le long d'une pente de plus en plus raide.

détruisent les forêts, favorisent la désertification, réduisent les ressources en eau, encouragent la pollution à grande échelle et l'érosion des sols, et causent même des perturbations climatiques, parmi d'autres formes de destruction des ressources biologiques. Si d'autres pays développés suivaient l'exemple de la Nouvelle Zélande et réduisaient considérablement leurs subventions agricoles, plusieurs centaines de milliards de dollars de dépenses superflues se trouveraient libérés à d'autres fins. La disparition graduelle de ces subventions contribuerait aussi considérablement à prévenir de nouveaux dommages écologiques aux habitats de biodiversité sur des millions de km².

Quel en serait le coût ? Il y a différentes réponses. La sauvegarde de 35 hauts lieux de la biodiversité terrestre coûterait 3,5 milliards de dollars environ sur cinq ans, un investissement susceptible de réduire la crise d'extinction des espèces du taux énorme de 2/5. En effet, 35% à 45% des 10 millions d'espèces estimées de la planète se trouvent dans ces hauts lieux, où elles sont gravement menacées.

En termes de coûts financiers, c'est faisable; les autres éléments ne sont pas insurmontables non plus. Ainsi, les technologies de remplacement des combustibles fossiles (l'une des causes principales de destruction des habitats à l'avenir) sont largement disponibles et devraient entraîner des avantages financiers considérables à long terme. Les principaux obstacles sont d'ordre politique ; par exemple, les groupes d'intérêt qui perpétuent les subventions perverses malgré leurs nombreux coûts environnementaux et économiques. Ce qu'il faut, c'est un engagement politique à l'échelle de ce que fut le Projet Manhattan pour mettre au point la première bombe atomique. Il y eut aussi le Plan Marshall, dont le coût s'est élevé à 90 milliards de dollars (équivalent dollars 2001), même s'il n'est pas certain que Harry Truman et George Marshall auraient pu faire accepter leur grande initiative à l'heure actuelle,

vu l'activité des groupes de pression qui défendraient leurs intérêts particuliers au détriment du Plan. D'autres projets à grande échelle des dernières décennies ont vu le jour avec des coûts du même ordre de grandeur (en dollars 2001) : envoyer un homme sur la Lune, 100 milliards de dollars ; le Projet de défense anti-missile, de 150 à 240 milliards de dollars. Un troisième projet, d'un montant bien moindre (240 millions de dollars seulement) était la sonde Pathfinder, chargée de chercher des formes de vie sur Mars (quelques moisissures primitives ?)

Il s'agirait donc de se positionner dans un cadre de vision sociétale et de volonté politique afin de traduire la réflexion en action. A différents moments de l'histoire, des communautés humaines ont mobilisé leurs ressources institutionnelles pour atteindre des réussites relativement bien plus coûteuses que la réponse nécessaire à notre crise biotique. Ainsi, la construction des pyramides d'Égypte et des cathédrales gothiques en Europe ont mobilisé une part exceptionnellement importante des ressources économiques et sociales de leurs époques respectives. Il s'agissait dans les deux cas d'une démarche de l'ensemble de la société. Une tentative semblable pourrait être faite aujourd'hui, notamment si l'on considère que les avantages à long terme seraient beaucoup plus durables que ceux des pyramides et des cathédrales jusqu'à présent. Après tout, si l'humanité échoue à protéger la biodiversité à une époque de danger sans précédent, le temps nécessaire pour que l'évolution crée des espèces de remplacement sera au moins mille fois plus long que le temps d'existence des pyramides. L'humanité pourrait y trouver inspiration pour bien comprendre l'enjeu, avec autant d'efficacité, au moins, que les motivations religieuses pour les pyramides et les cathédrales gothiques. ■

Norman Myers, scientifique indépendant, spécialiste de l'environnement et du développement, est professeur à l'Université d'Oxford et de Duke. Il a été à l'origine, à la fin des années 1980, de la thèse des hauts lieux de biodiversité, qui a mobilisé 850 millions US\$ en faveur de l'environnement.

